



Mois de Noël 2013 : L'État à la rescousse !

Edito du secrétaire général, Dr Louis Reymondon

Les délégués de **VIVA** ont été reçus en 2013 au Cabinet du Ministre de l'Agriculture en présence de Madame Elsa Di MÉO, Conseillère régionale en charge des Risques naturels majeurs, et au Cabinet du Ministre de l'Écologie, du Développement et de l'Aménagement durables en présence de Monsieur Laurent CAYREL, Préfet du Var. En écho aux demandes qu'ils ont exprimées, **la Basse Vallée de l'Argens vient d'être classée par l'État comme l'une des 4 zones d'intérêt prioritaire de France en 2014**. Un Atelier National est désigné pour examiner l'état des lieux et en déduire des propositions d'aménagement urbain et rural cohérentes et d'utilité publique.

Sous la conduite des Services de la Préfecture du Var (DDTM 83), cette Direction ministérielle a déjà pris contact avec les Collectivités locales et avec le Bureau exécutif de VIVA en présence de l'élue compétente du Conseil Régional. Ses experts, de haut niveau et à distance des réseaux d'influence territoriaux, poursuivront leur mission tout au cours de l'année 2014, avec plusieurs visites sur site programmées.

La nombreuse population (de représentation socio-professionnelle variée) qui vit et travaille dans cette vaste plaine, à proximité des méandres qui alimentent **le delta maritime de l'Argens**, est naturellement liée à ce fleuve côtier. L'Argens apporte à ce site un attrait touristique unique et, par ses alluvions, une exceptionnelle fertilité, propre à toutes les filières agricoles, jusqu'aux zones protégées du Conservatoire du Littoral et aux longues plages de sable.

Pourquoi **un regard de l'État** est-il si nécessaire sur un territoire limité et normalement géré par les élus et agents des structures superposées de la décentralisation administrative ?

C'est précisément à cause de la **dilution des responsabilités** et de l'**incoordination** résultant de cet empilement ingérable. Les 74 communes du Bassin versant - qui s'étalent de la source à l'embouchure de l'Argens - sont respectivement autonomes tandis que les compétences des Collectivités territoriales s'imbriquent dans leur administration. Rien que pour la Basse Vallée littorale, 4 communes se refusent à toute cohérence globale de réflexion-action et **la nouvelle Communauté d'agglomérations n'a pas encore acquis la capacité de gouvernance pour les fédérer** ! C'est en retard sur les préconisations de la Directive européenne mais c'est **un constat de blocage encore insurmonté** :

Le risque demeure !

Devant une telle carence, la sécurité des personnes et des biens et la vision prospective de l'aménagement du territoire restent des charges d'intérêt public, du ressort supérieur des échelons nationaux. Pour les citoyens, **l'État est l'ultime recours** et son intervention relève de la solidarité nationale.

Au seuil de 2014, **la Basse Vallée de l'Argens est un cas d'école** et une zone-test en vue d'un traitement exemplaire de son aménagement et de son économie. Son développement durable englobe ensemble **les secteurs agricole et touristique**. C'est un objectif hautement politique, comme l'a souligné le Rapport spécial n° 775 de la Mission commune d'information du Sénat demandée par VIVA. L'Atelier National intégrera toutes les données de l'intérêt général, sans exclusion et sans laisser personne au bord du chemin.

La donnée initiale significative est que **ce territoire intercommunal est doublement sinistré** :

1. Malgré une **apparente prospérité de façade**, deux de ses plus grandes communes battent le triste record national des endettements, tandis que le Préfet du Var, en visite aux "Restos du Cœur", y constatait la montée inquiétante de la précarité, liée au manque de logements sociaux, au chômage, à la solitude d'individus de toutes les générations sujets à l'indifférence et à l'exclusion. La douceur du climat y aide à vivre, mais n'y suffit pas !
2. À cet état de souffrance sociale et de lente destruction des entreprises et de l'emploi, sont venues s'ajouter deux grandes catastrophes naturelles répétitives : les inondations dévastatrices de 2010 et 2011 dont **le risque, faute de travaux nécessaires, pèse encore à l'identique sur les populations et l'activité économique**.

Aussi, l'Année 2014 - qui verra se recomposer les équipes municipales et intercommunales - s'ouvre-t-elle sur un espoir de changement radical de méthode et de prise en charge de l'intérêt public : Enfin et avant tout **réduire la vulnérabilité du territoire, redessiner le paysage** pour valoriser à la fois son potentiel touristique et l'agriculture nourricière de ses terres fertiles. L'effort se déclinera en "**vision globale**", "**travaux prioritaires**", "**planification**" d'intérêt mutuel solidaire.

VIVA sera là, avec la devise :

*« Toujours se battre, jamais s'abattre,
tombé, je me relèverai » !*

Vivre installés au Val d'Argens

Défense et entraide des habitants, cultivateurs, entrepreneurs et établissements sinistrés du Val d'Argens

contact@viva2010.org

BP 45 – 83372 Saint-Aygulf Cedex

www.viva2010.org